

Actualités économiques

Nigéria - Ghana

Semaine 21, du 18 au 24 mai 2020

- Nigéria : l'ampleur de la récession dépendra du plan de relance pour y faire face précise la Ministre des Finances ; Fitch dévoile ses estimations sur les conséquences de l'accord OPEP+ sur l'économie du Nigéria ; l'Etat de Lagos présélectionne 10 entreprises pour la construction de son 4ème pont ; les nigériens consacrent près de 60% de leurs budgets à se nourrir ;

- Ghana : la Banque du Ghana annonce un plan d'achat d'actifs pour soutenir les besoins en financements de l'économie ; l'État a réglé ses factures d'électricité auprès du principal distributeur du pays ; présentation par le gouvernement de trois programmes pour l'inclusion financière.

Le chiffre de la semaine

-8,9%

C'est le niveau de récession que pourrait connaître le Nigéria cette année en l'absence d'un plan de relance. Dans le meilleur de cas, la récession serait contenue à -0,4%.

Source: Ministres des Finances, du Budget et du Plan, Zainab Ahmed

Nigéria

L'ampleur de la récession dépendra du plan de relance pour y faire face, précise la Ministre des Finances.

[En l'absence de mesures contra-cycliques dans les prochains mois, l'économie nigériane pourrait se contracter de -4,4% à -8,9% a expliqué Zainab Ahmed, la Ministre des Finances.](#) La mise en œuvre de l'ensemble des mesures proposées jusqu'ici pourrait néanmoins permettre de limiter la contraction à -0,4% sur l'année, selon elle. Selon le *Nigerian Economic Summit Group*, les interventions annoncées pour contenir la propagation du virus et amortir son effet représentent un total de 4 500 Mds NGN (env. 11,2 Mds USD), soit 3,1 % du PIB. Alors que le FMI a déjà approuvé une aide d'urgence de 3,4 Mds USD au Nigéria, la Ministre a déclaré que le programme d'aide actuellement en discussion avec la Banque mondiale, suite à la demande du gouvernement d'un soutien de 2,5 Mds USD, comprendrait 1,5 Md USD dédié aux États fédérés, pour un déboursement espéré d'ici fin septembre. A noter également, l'inflation continue d'accélérer avec une hausse de l'indice des prix à la consommation de 12,34% en avril, contre 12,26% le mois précédent. L'indice des prix des denrées alimentaires, en particulier, a augmenté de 15,03% en glissement annuel, tiré par les biens importés. L'inflation atteint 13,01% en milieu urbain contre 11,73% en milieu rural.

Fitch dévoile ses estimations sur les conséquences de l'accord OPEP+ sur l'économie du Nigéria.

[Dans le cadre de l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Nigéria s'est engagé à réduire sa production pétrolière à 1,41 million de barils par jour \(Mb/j\) pour les mois de mai et de juin, soit une production annuelle moyenne de 1,88 Mb/j pour 2020 et 1,87 Mb/j en 2021 contre une moyenne de 2,1 Mb/j avant l'accord.](#) Selon les estimations de l'agence de notation Fitch Ratings, le pays devrait ainsi connaître une récession de l'ordre de 3% en 2020, avant d'enregistrer une croissance de 3% en 2021 avec des prix moyens de 35 USD par baril en 2020 puis de 45 USD en 2021. Les réserves de change du pays passeraient de 38,6 Mds USD en décembre 2019 à 23,3 Mds USD fin 2020. D'après leurs estimations, le recours aux prêts multilatéraux va atténuer les pressions sur les liquidités à court terme et couvrir 21% du déficit de l'année 2020 mais le risque d'un ajustement macroéconomique perturbateur persistera. Les prévisions de déficit sont également revues à la hausse avec une estimation de 3,8% du PIB pour 2020 et 2,5% en 2021. La chute des cours du brut a d'importantes répercussions sur les recettes du pays, pour rappel en avril l'agence avait déjà dégradé la note souveraine du Nigéria de B+ à B avec une perspective négative.

L'Etat de Lagos présélectionne 10 entreprises pour la construction de son 4ème pont.

[Dix entreprises ont été présélectionnées par le Gouvernement de l'Etat de Lagos pour la construction du Fourth Mainland Bridge,](#) dont six entreprises chinoises telles que la *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC), actuellement en charge des travaux de génie civil de la *Red Line* du réseau de transport ferroviaire de Lagos ainsi que la

China Harbour Engineering Company Limited, qui cofinance la construction du port en eau profonde de Lekki. Ce pont de 38 kms traversera la lagune du Nord au Sud entre Ikorodu sur le continent et Lagos Island par les villes de Lekki, Langbasa et Baiyeku. Une fois achevé, ce pont devrait avoir deux niveaux et permettre une circulation à deux fois quatre voies. Ce projet colossal dont le coût est estimé à 2,2 Mds USD (844 Mds NGN) devrait être financé par un consortium d'entreprises privées. Initialement imaginé en 2003 sous l'administration du gouverneur Tinubu, la date officielle de début de construction n'est pas encore connue. Il viendra ainsi décongestionner les trois seuls ponts reliant actuellement le continent aux îles qui connaissent un trafic très dense, avec plus de 6,5 millions de Lagotiens effectuant cette liaison quotidiennement.

Les nigériens consacrent près de 60% de leur budget à se nourrir.

[Selon le Bureau nigérian des statistiques, la consommation des ménages aurait représenté environ 58% du revenu national en 2019.](#) Après une baisse de -2,1% en 2018, elle aurait très légèrement augmenté de 0,35% l'année dernière. Les ménages de la région sud-ouest (env. 20% de la population totale) représenteraient près de 30% de la consommation agrégée, dont 12,6% à Lagos. La région nord-ouest (env. 25% de la population) en représenterait 17%. De ces dépenses totales de consommation, 57% seraient consacrés à l'achat de nourriture (63% dans le nord-ouest contre 51% dans le sud-ouest, des proportions proches de celles entre ménages ruraux et urbains). Parmi les dépenses non-alimentaires (43% du total), le transport et l'éducation occupent une place importante (12,6% du total), avec la santé pour les ménages en zone rurale (7,3% du total) et les services, dont les télécommunications, pour ceux en zone urbaine (6,9% du total).

Ghana

La Banque du Ghana annonce un plan d'achat d'actifs pour soutenir les besoins en financements de l'économie.

[A l'issue de son comité de politique monétaire de mai, la Banque du Ghana a annoncé un assouplissement de sa politique avec la mise en place d'un programme d'achat d'actifs, dénommé *Asset Purchase Programme*, pour 10 Mds GHS \(env. 1,6 Md EUR\).](#) Elle a également annoncé, au même moment, avoir utilisé 5,5 Mds GHS de ce montant pour le rachat d'obligations souveraines ghanéennes. Ces obligations, libellées en cedi et d'une maturité de 10 ans, ne seront remboursées qu'après un moratoire de deux ans sur le principal et les intérêts. Par ailleurs, les ratios prudentiels des institutions de prêt et dépôts ont été abaissés pour une durée encore indéterminée : le taux de réserves primaires passe de 8% à 6% pour les institutions de prêts et dépôts et de 10% à 8% pour les institutions de microfinance. Enfin, la Banque du Ghana a conclu un accord de mise en pension avec la Réserve fédérale américaine d'un montant de 1 Md USD. Ce mécanisme, similaire à un accord de swap entre banques centrales, est adossé à des bons du Trésor américain et permettra à la Banque du Ghana de se couvrir partiellement contre un risque de liquidité. La hausse soudaine de l'inflation en avril 2020 à 10,6% en glissement annuel (+2,8 pdp), hors de la cible d'inflation de la Banque du Ghana, a empêché cette dernière d'abaisser son taux directeur comme elle avait pu le faire en mars, à 14,5% (-1,5 pdp).

L'État a réglé ses factures d'électricité auprès du principal distributeur du pays.

[Le ministre de l'Énergie, John Peter Amewu, a annoncé que l'État ghanéen avait réglé ses impayés de l'année envers l'*Electricity Company of Ghana \(ECG\)*, le principal distributeur d'électricité du pays.](#) En fin d'année dernière l'État a remboursé plus de 2 Mds GHS (env. 320 M EUR) de factures impayées pour l'année 2019 et a payé les factures des mois de janvier à avril 2020 pour près de 500 M GHS (env. 80 M EUR). D'après le ministre de l'Énergie, la dette de l'État envers l'ECG s'élevait à 2,63 Mds GHS (env. 420 M GHS) en 2016, à la fin du mandat du précédent gouvernement mené par le parti d'opposition, le *National Democratic Congress (NDC)*. Par ailleurs, le ministre a précisé qu'un paiement avait été fait aux producteurs indépendants d'électricité pour 4,1 Mds GHS (env. 650 M USD). Ces annonces s'ajoutent aux mesures sociales prises pour contrer les effets de l'épidémie de COVID-19, le gouvernement avait annoncé qu'il prendrait à sa charge 50 % des factures d'électricité d'avril à juin 2020 pour les utilisateurs résidentiels et commerciaux.

Présentation par le gouvernement de trois programmes pour l'inclusion financière.

[Le ministère des Finances a présenté trois programmes visant à améliorer l'inclusion financière et à accélérer le passage à une utilisation générale des paiements numériques.](#) En premier lieu, a été présentée la stratégie nationale d'inclusion financière et de développement, réalisée conjointement avec la Banque mondiale, qui a pour objectif de faire passer l'inclusion financière à 85% de la population d'ici 2023, contre 58% actuellement. Ensuite, le ministère a présenté le programme de politiques publiques en matière de services financiers numériques. Il vise à tirer profit du développement de l'écosystème numérique du Ghana, dont font partie les fintechs, pour le développement plus large de l'économie. Enfin, la Cash-Lite Roadmap propose des mesures qui permettront de créer un environnement favorable aux paiements sans espèces. Cette feuille de route fait le constat qu'en 2017 seulement 1% des transactions qui ont eu lieu au Ghana, ont été permises par une technologie numérique plutôt que par des espèces. Ces programmes s'inscrivent dans la volonté du gouvernement, portée par le Vice-Président Bahumia, de mettre en place un système généralisé de QR code

afin de faciliter les transactions financières par téléphone mobile. D'après la Banque mondiale, le marché des services bancaires par téléphone mobile au Ghana a connu la plus forte croissance d'Afrique de 2012 à 2017.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](https://twitter.com/FR_Eco_Nigeria)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
